

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Lipietz, Alain. *L'audace ou l'enlèvement : Sur les politiques économiques de la gauche*. Paris, Éditions La Découverte, Coll. « Cahiers libres », 1984, 371 p.

par Gérard Boismenu

Études internationales, vol. 18, n° 3, 1987, p. 653-655.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702218ar>

DOI: 10.7202/702218ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

viétique finale (1945), la fin de la guerre mondiale (1945), l'indépendance d'Israël, le blocus de Berlin, l'indépendance de l'Indonésie, la guerre de Corée (1953), l'offensive finale du Nord-Vietnam et le règlement de l'affaire rhodésienne (1979). Il n'y a pas nécessairement correspondance entre la gravité des conflits et leur importance pour le système international.

Cette étude est à la fois originale et intéressante, même si l'explication des indices calculés n'est pas toujours très claire. Il aurait été souhaitable, en outre, d'expliquer pourquoi certains conflits majeurs n'ont pas eu une grande importance structurelle et inversement, de souligner les résultats un peu surprenants obtenus avec cette méthode, afin de les expliquer ou, à défaut, de montrer les limites du calcul des indices. Ce livre fournit une grille de lecture très sérieuse des conflits, même si quelques améliorations et affinements des indicateurs et de leur quantitativisation semblent nécessaires.

Jacques FONTANEL

*Centre d'Études Défense et Sécurité internationale
Université des Sciences Sociales, Grenoble*

LIPIETZ, Alain. *L'audace ou l'enlèvement : Sur les politiques économiques de la gauche*. Paris, Éditions La Découverte, Coll. « Cahiers libres », 1984, 371p.

Ce livre qui nous convie à une étude de la politique économique de la Gauche depuis 1981, se compose de trois parties : l'héritage, l'enlèvement, l'audace nécessaire. Cette façon de faire permet, d'une part, de mettre en perspective historique le projet de la gauche française, puis d'en montrer les lacunes et les limites, pour enfin ouvrir des voies nouvelles.

Il ne s'agit pas de la seule étude critique des initiatives des gouvernements qui, sous l'autorité de François Mitterrand, passent d'un keynésianisme de gauche aux vertus de la rigueur. Il n'est pas de mon propos cependant de confronter les thèses présentées par Lipietz à celles de Michel Beaud (par exemple). Il est

sans doute plus utile de souligner que cette étude est l'occasion d'appliquer à l'histoire récente de la France la démarche connue sous le nom de l'« école de la régulation ».

Outre ceux de Lipietz, nous connaissons les travaux de Boyer et Mistral, de Coriat, de Bertrand, de Delorme et André, etc., qui se réclament de cette « école ». La présente étude est l'occasion de mettre à l'oeuvre ce cadre conceptuel pour une période relativement courte.

La présentation de la démarche, se caractérise à un double titre. D'abord, l'exposé qui colle à la conjoncture, poursuit un objectif didactique évident ; ce que l'on perd dans la précision et la solidité documentaires, est compensé par une mise en place vulgarisée de l'argumentation. La première partie est l'occasion de rassembler les grands maillons de la démarche analytique qui a été, ailleurs, mise en forme de manière beaucoup plus aride, souvent même hermétique. Mais, au-delà de cet aspect formel, il importe de souligner que Lipietz contribue à combler une lacune souvent reprochée à la démarche : l'insuffisance de l'analyse politique.

En fait, l'« école de la régulation » met l'accent sur les formes institutionnelles qui contribuent à la régularité de l'organisation des rapports socio-économiques. Parmi celles-ci, l'État occupe une place majeure. Cependant, en dépit d'énoncés qui soulignent souvent avec insistance cette place, l'analyse politique reste insatisfaisante car l'État, considéré à partir de ses interventions, joue somme toute un rôle utilitaire ou accessoire dans l'interprétation d'ensemble. Comment se surprendre que des analystes ayant d'abord une formation en économie ne soient pas des « virtuoses » de la sociologie politique. Cette carence est certainement moins l'aveu d'une insensibilité analytique qu'une invite à la mise en oeuvre de travaux ayant pour préoccupation première le champ politique.

En attendant, Alain Lipietz a le mérite de s'interroger sur les rapports sociaux qui produisent la politique économique. Ainsi, il présente un cadre d'interprétation aux alliances politiques qui sous-tendent la droite et la gau-

che, ainsi qu'à l'évolution des débats idéologiques. On peut sans doute regretter que cette préoccupation soit davantage présente dans la première partie du livre, mais déjà cela contraste avec des ouvrages, passionnant à plus d'un titre, mais trop peu loquace sur ce type de sujets.

L'étude attentive de la politique économique d'après 1981 se veut implacable. Après l'échec du keynésianisme de gauche, la politique d'austérité subit une critique sévère, pour être finalement assimilée à un « barrisme de gauche ». Non pas que tous les effets de cette politique soient négatifs, mais c'est à « son corps défendant » que le gouvernement de gauche « a rétabli (provisoirement) la compétitivité du franc, freiné la dynamique inflationniste, acquis une petite expérience du contrôle des revenus, reconstruit les moyens d'un contrôle des changes et des prix » (p. 247). Mais, de nous dire Lipietz, on aura beau chercher, le grand trésor caché n'est pas « la découverte des recettes pour mieux faire marcher la logique capitaliste », il est plutôt « entre les mains des travailleurs eux-mêmes », c'est-à-dire chez ceux à qui on n'a pas demandé l'avis, « à qui on n'a pas donné l'envie de se mobiliser ». Ce diagnostic ouvre la troisième partie qui se veut normative, pour ne pas dire programmatique.

Pour quiconque, cette entreprise, qui consiste à indiquer les grandes avenues alternatives à explorer, est hasardeuse car elle demande des orientations claires alors que, dans l'ensemble, ni les analyses économiques dominantes, c'est-à-dire qui sont en vogue au sein de la classe dominante, ni les aspirations de la gauche, ne savent aller au-delà des perspectives générales ou, surtout pour les premiers, de remèdes de cheval. Or, dans la situation actuelle, si le dogmatisme caractérise la mise en vigueur, par la classe dominante et ses thuriféraires, d'une politique économique de « douche froide » — et dont Bowles, Gordon et Weisskopf dans *L'économie du gaspillage* (1986) ont montré à la fois les prétentions, les limites et les effets socio-économiques négatifs —, la gauche, prise pour gérer une crise majeure, dont elle n'avait pas soupesé les tenants et les aboutissants, en

est venue à tempérer les effets d'une politique qui, somme toute, éprouve du mal à se démarquer nettement du conservatisme.

Dans ce contexte, la prétention de montrer la voie alternative, que l'on retrouve chez Lipietz ainsi que chez les auteurs de *L'économie du gaspillage*, peut apparaître présomptueuse. Là-dessus, une évaluation attentive des diverses propositions pourrait permettre de conclure sur leur intérêt et leur viabilité. Avant même d'arriver à cet exercice, on peut noter cependant que l'entreprise semble exigeante car si, d'un côté, la critique que Lipietz assène à la politique de la gauche en France, se fait méticuleuse, d'un autre côté, les grands axes de politique à privilégier, selon lui, restent formulés dans des termes généraux. Quatre grandes questions retiennent l'attention: le protectionnisme et la dévaluation du franc, la productique et un nouveau rapport salarial, la reconversion industrielle dynamique, le financement de l'État-providence. Ces propositions, données en pâture dans une mêlée idéologique assez vorace, sont intéressantes pour ce qu'elles provoquent, mais n'ont pas la même force de conviction que l'analyse offerte dans les deux premières parties du livre.

Mais, essentiellement, cet ouvrage qui se rattache à l'« école de la régulation », est sans doute l'un des plus politiques qui ait été proposé, non pas tant parce qu'il renferme un volet programmatique, mais parce qu'il accorde une attention plus soutenue à la configuration des forces sociales et politiques qui provoque ou sous-tend les choix politiques qui contribuent, de loin en loin, à la régulation sociale.

D'ailleurs l'une des contributions de Lipietz à cette problématique de la régulation qui est à s'élaborer, consiste sans doute à investiguer des champs qui restent trop peu développés à ce jour. Par exemple, l'intérêt pour le politique qui va au-delà des préoccupations immédiates se double d'une préoccupation constante pour la transformation des espaces sociaux, dont l'espace international. C'est ainsi que, seul, dans *Mirages et miracles; problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde* (1985) et, avec d'autres, dans

Capitalismes fin de siècle (1986), il tente de pousser la frontière de la problématique vers des horizons encore trop peu exploités. Les intuitions de recherche, les propositions analytiques, les avancées théoriques sont encore là stimulantes. On peut cependant regretter à l'occasion que la préoccupation didactique, voire vulgarisatrice, refoule une investigation plus fouillée et une démonstration empirique plus serrée. Il y a là sans doute un choix qui ne préjuge en rien des travaux à venir.

Gérard BOISMENU

Département de science politique
Université de Montréal

SCOTT, James C., *Weapons of the Weak: Everyday forms of Peasant Resistance*. London and New Haven, Yale University Press, 1985, 411p.

Voilà une oeuvre qui fera date, autant par la richesse de l'étude empirique sur laquelle elle repose que par l'audace de la thèse que l'auteur y développe; autant par l'intérêt qu'elle représente pour les « orientalistes », et plus particulièrement ceux qui s'intéressent au sud-est asiatique, que par le défi qu'elle lance aux théoriciens tout à la fois de la paysannerie, de la lutte des classes et de l'action révolutionnaire!

Dix ans ou presque après avoir publié *The Moral Economy of the Peasant* (1976), un livre qui est depuis devenu une référence obligée et méritée, Scott récidive et va plus loin dans son analyse de l'idéologie et du comportement des paysans. Son objectif principal est ici de démontrer que la résistance quotidienne à l'oppression, toute discrète qu'elle puisse être, est l'exutoire normal à l'oppression paysanne, beaucoup plus que la révolution ou même la révolte; et qu'elle leur tient lieu de pis-aller. À vrai dire, les thèses selon lesquelles les paysans ne sont pas révolutionnaires, voire même qu'ils sont réactionnaires sont légion. Ce qui fait l'originalité de celle de Scott, c'est qu'il peint les paysans comme des résistants conscients de leur état mais cyniques devant leur incapacité à lutter ouvertement:

d'où leur choix d'une résistance passive mais combien réelle.

Pour développer son interprétation ou plutôt pour vérifier son hypothèse, l'auteur a étudié pendant deux ans un village de la plaine de Kedah dans le nord-est de la péninsule malaise. De 1978 à 1980, il a séjourné au sein d'une communauté de soixante-quatorze familles de riziculteurs malais. Partageant leur vie, il a patiemment consigné toutes les manifestations possibles des antagonismes de classe, ce qu'il appelle le « tir des armes légères dans la guerre des classes » (« *small arms fire in the class war* »); car Scott n'hésite pas à manier, brillamment d'ailleurs, les images, les comparaisons, les métaphores. À cet égard, son premier chapitre est une belle pièce littéraire, où il oppose deux résidents du village, le premier un paysan très pauvre, l'autre un propriétaire terrien. Ces deux personnalités extrêmes, l'auteur va les peindre afin d'illustrer les deux camps adverses, celui des riches et celui des pauvres, et les mettre en scène pour illustrer les tensions, les manœuvres, les mesquineries mêmes qui animent les relations entre les classes sociales à l'intérieur du village. L'allégorie de la scène de théâtre reviendra souvent pour illustrer les formes que prennent ce que Scott appelle l'exploitation normale et la résistance normale. Ce faisant, il en profite pour souligner le caractère limité des révoltes paysannes à travers l'histoire et l'ampleur, hélas insuffisamment documentée, de la résistance quotidienne des paysans devant l'oppression, notamment dans les pays socialistes. Ainsi, affirme-t-il, le rejet de l'ordre social peut se réaliser par et se limiter à la dérision.

Revenant au contexte malaysien, l'auteur y présente avec brio l'arrière-scène (*background*), c'est-à-dire les politiques agricoles nationales, puis la scène centrale (*middle-ground*), c'est-à-dire la plaine de Kedah et le grand périmètre irrigué Muda, dont l'aménagement fut débuté en 1966 et complété en 1973. Le village étudié est situé au sein de ce grand projet et en a donc subi les conséquences, en l'occurrence la généralisation de la double récolte annuelle du riz, accompagnée